

Tribune 07/02/2014 à 11h09

### **Oublier ces dates où la gauche abandonne sa raison d'être**

Chacun, selon nos engagements, nous écrivons l'histoire en marche. Sur le long fil de cette histoire, il y a des dates dont nous sommes fiers. Des dates qui raisonnent avec la justice sociale, la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité :

- Les auteurs **Hussein Bourgi**, premier secrétaire de la fédération PS de l'Herault ; **Mathieu Cahn**, premier secrétaire de la fédération PS du Bas-Rhin ; **Marc Coatanéa**, secrétaire national du PS aux questions de société ; **Rémi Feraud**, premier secrétaire de la fédération PS de Paris ; **Corinne Narassiguin**, secrétaire nationale du PS aux Français de l'étranger ; **Denis Quinqueton**, président d'Homosexualités et Socialisme.  
le 16 juin 1881 et la gratuité de l'enseignement ;
- le 29 juillet de la même année et la liberté de la presse ;
- le 1<sup>er</sup> juillet 1901 et la liberté d'association ;
- le 9 décembre 1905 et le compromis laïc ;
- le 5 avril 1910 et la création du premier système de retraite pour les salariés pauvres ;
- le 7 juin 1936 et la signature des accords de Matignon.

Nous pourrions continuer longtemps à rappeler ces dates qui jalonnent, et construisent, l'histoire de la République comme on l'aime :

- le droit de vote des femmes le 21 avril 1944 ;
- la création de la Sécurité sociale le 4 octobre 1945 ;
- la troisième semaine de congés payés le 27 mars 1956 ;
- la légalisation de l'IVG le 17 janvier 1975 ;
- l'abolition de la peine de mort le 9 octobre 1981 ;
- la création du RMI le 1<sup>er</sup> décembre 1988 ;
- celle de la CMU le 27 juillet 1999 ;
- celle du Pacs le 15 novembre suivant ;
- ou, plus récemment, l'ouverture du mariage et de l'adoption à tous les couples le 17 mai 2013.

A chaque fois, la gauche, ces citoyennes et ces citoyens engagés dans leurs villes, dans leurs villages pour changer la vie, est fière de ses valeurs et de son travail.

### **Des dates blessantes et humiliantes**

Et puis il y a des dates désenchantées :

- le 9 octobre 1998 qui vit le début raté du débat parlementaire sur le Pacs ;
- le 20 novembre 2012 qui raisonna d'une malencontreuse « liberté de conscience » ;
- et le 3 février 2014 qui laisse croire à un double renoncement, à l'ouverture de la PMA aux femmes pour des raisons autres que strictement médicales, et à l'évolution de notre législation familiale au service des familles, si diverses, de notre pays.

Ces dates où on a le sentiment que la gauche abandonne sa raison d'être, son combat historique et séculaire pour l'émancipation de l'individu, nous voudrions les oublier mais nous n'y arrivons pas. Et avec nous, tant de Françaises et de Français. Elles sont blessantes, elles sont humiliantes, elles nourrissent d'autres dates encore plus funestes où l'Histoire abandonne la République.

L'émancipation, c'est le combat commun de la République et de la gauche. Ce n'est pas la liberté de faire n'importe quoi, c'est la faculté de maîtriser son existence. A vrai dire, on ne la maîtrise jamais complètement mais on y tend. Dans un texte paru en 1898 dans La Revue de Paris, Jean Jaurès écrivait : « Proclamer la valeur suprême de l'individu humain, c'est réfréner l'égoïsme envahissant des forts, ce n'est pas décréter l'égoïsme universel. »

### **Cet abandon est une faute politique**

Nous y sommes. Ou plutôt, nous tournons le dos au vieux leader socialiste assassiné il y a un siècle, en abandonnant, un lendemain de manifestation réactionnaire, des engagements de notre parti, des thèmes de nos campagnes électorales, des réponses à des attentes de la société civile.

Cet abandon est une faute politique, à l'égard des personnes, les lesbiennes, qui devront continuer à aller en Espagne ou en Belgique pour avoir accès à la PMA, à l'égard des familles qui devront continuer à bricoler avec des lois vétustes.

C'est une faute, aussi, à l'égard du peuple de gauche qui lui n'abandonne jamais, ni pour lui-même ni pour les autres, le combat de l'émancipation. C'est d'ailleurs pour ça que nous voulons aussi lutter contre le chômage, que nous voulons lutter pour le pouvoir d'achat, que nous voulons lutter pour une économie qui fasse vivre les femmes et les hommes au lieu de les consumer. Mais qu'on ne nous dise pas que réformer les lois qui permettent à des millions de familles d'organiser leur vie empêche de réguler l'économie et de se battre pour la justice sociale. Ces combats sont un. Ce combat est le nôtre !